

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

INDONESIA

STAGE D'ETUDES INTERNATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT
DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES EN ASIE

Delhi (Inde), 6-26 octobre 1955

GROUPE I

LES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES ET LES EX-ILLETRES EN INDONESIE

par F. Muljono Hadi⁽¹⁾

Le développement du Service de lecture publique en Indonésie est étroitement lié à la campagne contre l'analphabétisme, qui a commencé peu après l'avènement de la République. Coïncidant avec la lutte historique du peuple indonésien pour son indépendance, ce mouvement d'alphabétisation peut être considéré comme une manifestation spontanée du nouveau nationalisme et comme une réaction consciente contre l'ancien système colonial. Le problème était immense et devait être résolu d'urgence : 80 % au moins de la population indonésienne était analphabète ; or, au siècle de l'énergie atomique, un peuple qui ne sait ni lire ni écrire est privé de toute possibilité de progrès.

L'historique de la campagne contre l'analphabétisme est, en bref, le suivant :

1. Dès le début de la Révolution, des cours pour illettrés furent organisés spontanément, sans l'appui du gouvernement.
2. Vers le milieu de 1946, le Ministère de l'éducation fit procéder à une enquête sur ces activités, et créa par la suite un service spécial de lutte contre l'analphabétisme.
3. Au début de 1947, ce service commença à fournir une aide aux communautés qui entreprenaient des campagnes d'alphabétisation.
4. En 1948, il commença à appliquer un programme méthodique de grande envergure en organisant des cours pour illettrés et des cours d'instruction générale.
5. Depuis 1950, la politique du gouvernement s'inspire du principe qu'en matière de lutte contre l'analphabétisme, c'est à la population qu'il appartient de prendre l'initiative et de jouer le rôle le plus actif.

C'est dans le cadre de la lutte contre l'analphabétisme que le Service de lecture publique a commencé à fonctionner ; il a été chargé au début de fournir du matériel de lecture aux ex-illettrés et au grand public. Ses activités étaient en fait inséparables de la lutte contre l'analphabétisme, les ex-illettrés ayant besoin de livres et de matériel de lecture pour conserver et élargir leurs connaissances. Mais on s'aperçut vite que le grand public aspirait à s'instruire et avait

(1) Service des bibliothèques publiques, Djakarta, Indonésie

besoin de livres. Le Service de lecture publique devait répondre aux exigences de l'ensemble de la population, et pas seulement à celles des ex-illettrés. Enfin, les jeunes gens manquant de livres dans les écoles en demandaient aux bibliothèques publiques. Le Service de lecture publique devait s'occuper d'eux aussi.

Voici dans quelles conditions ce Service a commencé à fonctionner :

1. L'Indonésie est un pays très étendu (1.942.000 kilomètres carrés, 3.000 îles, 80 millions d'habitants).
2. Les communications entre les îles et à l'intérieur des grandes îles sont très difficiles.
3. En plus de la langue indonésienne (langue nationale commune), il existe de nombreuses langues régionales.
4. Le niveau d'instruction de la population varie d'une région à l'autre.
5. On manque de personnel spécialisé, même subalterne, pour assurer le fonctionnement des bibliothèques publiques.
6. La production de livres est limitée. Dans une exposition du livre indonésien, on a fait état de 10.000 titres publiés de 1945 à 1955, mais on estime que 2.000 seulement de ces ouvrages existent encore en stock et sont disponibles sur le marché.
7. Le prix élevé des livres rend difficile l'approvisionnement.

Tous ces facteurs, et l'éveil de l'esprit national, ont influé sur le développement des services de bibliothèque en Indonésie.

Le développement des bibliothèques ne pouvait évidemment être assuré que dans le cadre d'un plan national. En effet :

1. La population est importante, dispersée sur de nombreuses îles, dans des régions souvent difficiles d'accès, et elle représente des traditions culturelles très diverses.
2. Le matériel de lecture doit être adapté au niveau intellectuel des différentes catégories de lecteurs.
3. Il faut disposer d'un budget suffisant et régulier.
4. Il faut disposer de cadres qualifiés, spécialement formés.

L'application d'un plan national exigeait la création d'un réseau national de bibliothèques de toutes catégories, de façon à assurer la circulation effective et économique du matériel de lecture dans tout le pays, et jusque dans les districts les plus éloignés.

Pour constituer un tel réseau, intéresser le public à la lecture et lui procurer le matériel de lecture nécessaire, le plan national prévoyait la création dans chaque région d'une bibliothèque centrale.

Le pays est administrativement divisé en villes et en circonscriptions rurales qui se subdivisent en districts (ketjamatan). Après que l'on eut formé le personnel nécessaire, des bibliothèques centrales furent créées dans 189 villes ou chefs-lieux de circonscription rurale. Ensuite, des bibliothèques de moindre importance, destinées aux personnes normalement instruites, furent établies dans 2.657 districts sur un total de 2.786. En outre, on créa, dans 14.377 villages, des bibliothèques spéciales pour ex-illettrés.

Ainsi fut constitué en Indonésie un réseau de bibliothèques publiques. Au début, on ne disposait pas de personnel spécialisé. Le Service de l'éducation des masses fit entièrement confiance aux organisations locales pour assurer l'administration des bibliothèques et la diffusion des livres.

Le développement des bibliothèques publiques en Indonésie montre qu'un pays entier peut être doté en très peu de temps de services de lecture publique si l'on sait faire confiance à l'initiative, à l'intelligence et à l'énergie des populations rurales. On n'aurait jamais pu créer en Indonésie plus de 16.000 petites bibliothèques si l'on avait voulu commencer par recruter ou par former un personnel qualifié suffisamment nombreux.

Mais le Service de l'éducation des masses (auquel est rattaché le Service de lecture publique) considérait que les populations seraient tout à fait capables d'organiser elles-mêmes des services de bibliothèque à condition que l'approvisionnement en livres fût assuré à l'échelle nationale. C'est à cette dernière tâche qu'il se consacra principalement.

L'objectif était de constituer dans chaque village ou district un comité local compétent - les 189 centres régionaux assurant un contrôle permanent et fournissant les conseils nécessaires. Dès lors, l'organisation des bibliothèques locales et la distribution du matériel de lecture pourraient être confiées à la population elle-même. Cette confiance apparut, dans la majorité des cas, justifiée. Sous l'égide de "comités locaux de l'éducation des masses" des bibliothèques de villages se sont constituées ; les livres sont utilisés au mieux ; ils sont sans cesse en circulation et les lecteurs en prennent le plus grand soin. Les livres brochés (il n'existe pour ainsi dire pas de livres reliés en toile dans les bibliothèques de village) sont encore en bon état après être passés entre de nombreuses mains.

Pour montrer l'énergie qui anime les populations rurales, on peut citer l'exemple du village de Tjiwidej, dans la région occidentale de Java. La bibliothèque de ce village tient toute entière dans une seule pièce, mais elle est administrée par un comité de volontaires enthousiastes. Les habitants ont récemment construit une nouvelle mosquée, un nouveau système d'irrigation, une nouvelle route, et ils sont très fiers des logements modèles qui viennent d'être édifiés dans leur localité selon les principes les plus modernes. Tout cela, disent-ils, nous le devons aux livres. Tous ces travaux dont la communauté a pris l'initiative ont été exécutés, certes, sur les conseils techniques des services gouvernementaux compétents, mais ces conseils étaient souvent contenus dans des publications appropriées : revues techniques, brochures ou livres. En décrivant les réalisations de ce groupe de villageois, l'administrateur chargé de la coordination du programme a pu dire à juste titre que, dans une large mesure, "ces travaux ont été accomplis grâce à une judicieuse utilisation des livres".

Il existe 2.657 bibliothèques de district, qui desservent les villages avoisinants. A tous les niveaux, le développement des bibliothèques est dû à l'initiative locale. Le Service de l'éducation des masses avait annoncé que des livres et une certaine aide financière seraient fournis à toute bibliothèque qui serait organisée et administrée grâce à l'initiative locale. Cette annonce fut accueillie avec enthousiasme par toute la population indonésienne. Le personnel des bibliothèques de village comprend des centaines de volontaires. Dans chaque village, le comité doit fournir le local et recruter un bibliothécaire bénévole. A Babakan Surabaya, un soldat a libéré deux pièces de sa maison pour servir de bibliothèque. Dans l'une, se trouvent les livres pour adultes, dans l'autre les livres destinés à la jeunesse. Pour compléter les envois du Ministère de l'information et d'autres institutions, la communauté a acheté elle-même des livres. Les livres sont disposés sur des rayons, avec les titres apparents, aussi intelligemment qu'ils le seraient chez un libraire.

Rien ne remplace le bibliothécaire enthousiaste qui non seulement connaît tous les livres dont il dispose, mais s'intéresse aussi aux gens et s'efforce de leur procurer ce qu'ils désirent.

Le développement des bibliothèques publiques en Indonésie montre quels résultats on peut obtenir en assurant à l'échelle nationale l'approvisionnement en livres, et en faisant appel à l'initiative locale pour l'organisation des services. Il montre aussi à quel point de tels services répondent aux besoins du public. Grâce en grande partie à l'initiative locale, un réseau de bibliothèques publiques a pu être organisé, avec les milliers d'organes administratifs nécessaires, pour en assurer le fonctionnement. Le gouvernement de son côté a créé 189 centres régionaux, par l'intermédiaire desquels il applique son programme permanent d'aide aux bibliothèques publiques. On espère qu'à l'avenir l'approvisionnement en livres pourra être assuré par les autorités locales ; les centres régionaux seront alors chargés de procurer sur demande des livres d'un usage relativement peu courant.

A l'avenir, les frais de remplacement des ouvrages populaires doivent être supportés, dans une mesure croissante, par les budgets des communautés. Lorsque la principale responsabilité dans ce domaine incombera à l'administration locale, les 189 centres régionaux et les bibliothèques des chefs-lieux de province pourront se consacrer essentiellement à assurer un service public de prêt sur demande à l'intention de ceux qui, du fait de leur instruction ou de leurs aptitudes, peuvent lire des ouvrages spécialisés ou en langues étrangères. L'anglais est maintenant la seconde langue de l'Indonésie et est enseignée comme telle dans les écoles. Le français et l'allemand sont aussi enseignés à titre facultatif dans les établissements secondaires. Il convient de fournir des livres dans ces langues à ceux qui savent les lire.

Le plan à longue échéance prévoit la création, dans chacune des 12 provinces, d'une bibliothèque provinciale qui servira de centre d'approvisionnement et d'échanges. Ces douze bibliothèques seront en liaison avec la bibliothèque nationale centrale. Un tel réseau devrait permettre l'institution d'un système de prêts mutuels entre bibliothèques sur le plan national et même international.

Certaines améliorations devront toutefois être apportées à l'organisation des bibliothèques de village. Avec le développement des services de prêt sur demande, il deviendra de plus en plus nécessaire que les bibliothécaires locaux sachent encourager la lecture. A l'heure actuelle, les ouvrages d'une lecture moins facile ne trouvent guère d'amateurs que si le bibliothécaire les connaît et s'y intéresse.

Un bibliothécaire qui s'intéresse à de multiples questions saura à qui il peut prêter de tels ouvrages à bon escient. Un autre, simplement parce qu'il ne s'y intéresse pas lui-même, signalera que ces ouvrages ne suscitent qu'un intérêt limité ou ne trouvent pas de lecteurs. Les rapports de ce genre émanant de bibliothécaires bénévoles signifient souvent :

1. Que le bibliothécaire a négligé d'attirer l'attention sur certains ouvrages parce que ceux-ci ne l'intéressent pas.
2. Ou qu'il n'a pas su présenter ces ouvrages de façon à attirer l'attention sur eux.

Lorsque le bibliothécaire bénévole n'a que des intérêts limités, les techniques de présentation prennent une importance capitale. Il faut alors que le public puisse voir lui-même tous les livres de la collection.

On persiste malheureusement dans un certain nombre de bibliothèques de village à interdire au public l'accès aux rayons. C'est là une tendance qu'il faut combattre.

L'expérience montre que les effets de l'instruction et de l'alphabétisation sont rapidement réduits à néant si les ex-illettrés ne disposent pas d'un matériel de lecture approprié. C'est pourquoi le Service de l'éducation des masses a entrepris en 1952 d'organiser des bibliothèques spéciales où les ex-illettrés pourront trouver un matériel de lecture à leur portée, et se préparer ainsi à utiliser les services de bibliothèques d'un niveau plus élevé.

Le Service de l'éducation des masses a défini les conditions que doit remplir le matériel de lecture destiné aux ex-illettrés. Ce matériel doit :

1. Eveiller l'esprit et la conscience de la population.
2. Stimuler les efforts tendant au développement de la communauté rurale.
3. Faire connaître le système politique et administratif du pays.
4. Donner des connaissances historiques.
5. Donner des connaissances en matière de santé.
6. Donner des connaissances en matière de science économique.
7. Contribuer à l'amélioration de la moralité.
8. Donner des connaissances relatives aux questions féminines.

L'organisation des bibliothèques pour ex-illettrés pose de nombreux problèmes ; il est difficile, notamment, de trouver des livres et des revues appropriés. Il faudrait obtenir la coopération des éditeurs en vue de la publication de revues et d'ouvrages du genre voulu. Il est intéressant de noter, à ce propos, que le Président de l'Association des éditeurs a récemment été nommé membre d'une des sections du Conseil national des bibliothèques.

Les communautés rurales doivent de leur côté verser des fonds pour l'achat de livres et de revues. On encourage les chefs de village à recueillir des abonnements à certaines revues.

Pour faire comprendre aux ex-illettrés l'importance de l'écriture, il ne faut négliger aucune occasion de communiquer avec eux par écrit. A cet effet :

1. Le chef du village fera toutes les annonces importantes par écrit.
2. Les règlements seront toujours présentés par écrit.
3. Tout rapport sera également présenté par écrit.
4. Les noms des lieux importants seront indiqués sur des plaques.
5. Sur chaque maison devra être indiqué le nom de l'occupant.

L'intention du Service de l'éducation des masses est de démontrer que "tous les actes de la vie quotidienne reposent sur la connaissance de la lecture et de l'écriture".

Le fait qu'il existe, à côté de la nouvelle langue nationale - le "Bahasa Indonesia" - quelque 25 langues régionales et 250 dialectes rend beaucoup plus difficiles la lutte contre l'analphabétisme et le développement des bibliothèques publiques. Dans la mesure du possible, on imprime sur place, à l'intention des "bibliothèques pour ex-illettrés", des livres dans les langues locales. Mais les ouvrages destinés à être diffusés dans tout le pays sont publiés dans la langue nationale. Le développement de cette langue depuis quelques années atteste de façon irrécusable l'unité nationale de l'Indonésie nouvelle. S'il est légitime d'utiliser les langues locales pour faire acquérir aux populations les rudiments de l'instruction dans les délais les plus rapides, il est nécessaire d'enseigner ensuite la langue nationale qui est celle dans laquelle sont rédigés les journaux, les autres publications et toute la correspondance officielle.

Les bibliothèques publiques, bien que leur fonctionnement soit presque exclusivement assuré grâce à des initiatives locales, doivent pouvoir bénéficier de conseils et d'une aide technique sur le plan national. Jusqu'ici, ces conseils et cette aide ont été régulièrement fournis, grâce aux visites de fonctionnaires provinciaux et régionaux et au contrôle permanent assuré par eux. Le centre national a en outre publié les règlements nécessaires, mais en s'efforçant toujours de laisser la plus large autonomie aux organismes locaux. Le Service se propose maintenant de publier un manuel d'instructions à l'intention des bibliothécaires de village. Il a également entrepris la production d'un catalogue normalisé des bibliothèques publiques, dont une partie est déjà parue. Ce catalogue, qui sera constamment tenu à jour, devrait faciliter les achats des bibliothèques locales, et rendre inutile l'établissement de catalogues locaux.

La formation du personnel supérieur des bibliothèques devra être assurée en coopération avec le Conseil national des bibliothèques et l'Ecole nationale des bibliothécaires.

Au début, les bibliothèques ont surtout besoin d'un personnel qui soit capable d'éveiller l'intérêt des lecteurs. Ensuite, ce personnel devra aider les lecteurs à utiliser les bibliothèques à des fins de développement intellectuel et social.

S'il est vrai que les objectifs des bibliothèques doivent être partout les mêmes, il n'est pas nécessaire que toutes les bibliothèques aient la même importance et utilisent les mêmes techniques. Leurs méthodes doivent être adaptées aux conditions du milieu matériel et culturel.